Présentation

Jean-Jacques Gislain et Sylvie Morel

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ei/718>
DOI : 10.4000/ei.718
ISSN : 2553-1891

Éditeur

Association Économie et Institutions

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2003
Pagination : 5-9
ISSN : 1775-2329

Référence électronique

Jean-Jacques Gislain et Sylvie Morel, « Présentation », *Économie et institutions* [En ligne], 2 | 2003, mis en ligne le 31 janvier 2013, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ei/718> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ei.718>

Présentation*

Jean-Jacques Gislain et Sylvie Morel

Le cadre analytique de John R. Commons (1862-1945) est généralement méconnu en France¹. Cependant, ces dernières années, la parution d'un certain nombre de thèses², d'ouvrages³ et d'articles, regroupés dans des numéros spéciaux de revue⁴ ou publiés séparément dans des revues françaises d'économie, a contribué à combler en partie cette lacune. Le présent numéro *d'Économie et Institutions* s'inscrit dans cette lignée⁵. Les articles qui le composent montrent l'actualité de l'institutionnalisme de Commons, pour ce qui est, dans ce cas-ci, du domaine des relations industrielles. Mais la richesse de ce cadre théorique se vérifie bien au-delà des questions relatives aux rapports sociaux gouvernant le travail et l'emploi. C'est en effet l'analyse économique elle-même que l'institutionnalisme commonsien vient renouveler, quel que soit l'objet d'étude auquel il s'applique. Cela tient essentiellement à deux éléments qui, pour une bonne part, fondent aujourd'hui l'actualité de la théorie économique de Commons : sa fécondité conceptuelle et l'opérationnalité de son cadre d'analyse.

Trois exemples nous permettront d'illustrer le premier point : les concepts de *futurité*, d'*action collective* et de *statut* d'acteur. Les

* Nous remercions le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) pour sa contribution au financement de ce numéro.

¹ La tradition institutionnaliste est restée vivante aux États-Unis au sein de l'*Association for Evolutionary Economics (AFEE)* (1965) et de l'*Association for Institutional Thought (AFIT)* (1979). Les principales publications de théorie institutionnaliste sont le *Journal of Economic Issues* (1967) et le *Journal of Institutional and Theoretical Economics*.

² V. Dutraive (1993), *Les fondements de l'analyse institutionnaliste de la dynamique du capitalisme*, thèse Lyon II ; J. Maucourant (1994), *La monnaie dans la pensée institutionnaliste*, thèse Lyon II ; L. Bazzoli (1994), *Action collective, travail, dynamique du capitalisme : fondements et actualité de l'économie institutionnaliste de J. R. Commons*, thèse Lyon II ; P. Broda (1996), *Marché et institutions chez les institutionnalistes américains : le cas de Veblen et Commons*, Thèse Paris I ; S. Morel (1996), *Le workfare et l'insertion : une application de la théorie institutionnaliste de John R. Commons*, Thèse Paris I.

³ L. Bazzoli (1999), *L'économie politique de John R. Commons. Essai sur l'institutionnalisme en sciences sociales*, Paris, L'Harmattan ; S. Morel (2000), *Les logiques de la réciprocité. Les transformations de la relation d'assistance aux États-Unis et en France*, Paris, Presses universitaires de France.

⁴ *Cahiers d'Economie Politique. Histoire de la pensée et théories. Lectures de John R. Commons*, n°. 40/41 (2001) ; *Cahiers du Gratice*, n°. 19 (2000) ; *Economie & Institutions*, n°. 1 (2002).

⁵ Quatre des articles présentés dans ce numéro ont initialement fait l'objet de communications à deux ateliers au 38^{ème} congrès annuel de l'Association canadienne des relations industrielles (ACRI) tenu à l'Université Laval (Québec) du 26 au 28 mai 2001 et consacrés à *L'actualité de l'institutionnalisme de John R. Commons*. À ces articles s'ajoute celui de B. Théret, qui correspond bien à l'esprit de ces ateliers.

théories économiques ont souvent tenté d'intégrer dans l'analyse la dimension temporelle de l'activité économique. L'essentiel de ces tentatives s'est souvent cantonné à prendre en considération le temps chronologique, celui de la nature physique, pour en faire un paramètre des comportements intertemporels et d'anticipation plus ou moins rationnels. L'originalité conceptuelle de Commons est d'avoir rompu avec cette conception purement physicaliste et exogène du « temps » économique, et ceci au profit d'une conceptualisation spécifique de la temporalité économique. Pour Commons, la philosophie pragmatiste, fondant la théorie de l'action économique, indique que toute activité économique ne peut être comprise que comme une projection de l'acteur dans l'avenir déterminant son action présente. Cet avenir, dans lequel se projette la volonté de l'acteur agissant, n'est pas simplement un futur à unique dimension chronologique, il est aussi un monde complexe d'attentes quant aux comportements des autres acteurs et, en conséquence, quant aux comportements envisageables de l'acteur. En somme, cet avenir spécifique aux acteurs économiques, ayant sa propre temporalité et que Commons nomme la *futurité*, est le lieu de la détermination et l'enjeu des transactions économiques. À partir de ce fondement concernant la spécificité de la temporalité de l'action économique, Commons décline un ensemble de conséquences conceptuelles et théoriques d'une étonnante richesse analytique. La propriété n'est pas un acquis mais un droit d'usage futur d'un bien ou d'un service. Surtout, elle est le contrôle du comportement futur des individus duquel dépendront les dimensions des quantités économiques engagées dans les transactions. Les activités de production et de consommation sont les concrétisations de transactions négociées dans le passé et en cours de réalisation. La monnaie fournit aux transacteurs la grandeur spécifiquement économique nécessaire à la construction de leur futurité. Le capital intangible ouvre un droit putatif sur les profits à venir, etc. L'article de J-J. Gislain développe, à partir du concept commonsien de *futurité significative commune*, un cadre analytique s'appliquant au champ des relations industrielles. Concernant la compréhension des comportements économiques, le concept de futurité permet de saisir l'action collective en échappant aux apories de l'individualisme méthodologique.

L'« action collective », telle que généralement appréhendée dans l'analyse économique, se cantonne le plus souvent à la problématique de la compatibilité entre action individuelle et action collective, cette dernière étant comprise comme l'action d'un groupe d'acteurs considéré comme un tout. Or, dans le cadre de l'individualisme méthodologique, cette problématique conduit à des apories irréductibles, dont la plus connue est le « paradoxe de

l'action collective »⁶. La raison de cette difficulté logique réside dans l'impossibilité de construire dans ce cadre un concept d'action collective comme totalité. Seule l'approche du holisme structural permettrait de sortir de cette impasse⁷. L'approche commonsienne s'inscrit dans cette dernière direction puisque son concept d'*action collective* comprend l'objectivité impersonnelle du contrôle des comportements socialement construits mais aussi le processus d'adhésion de l'acteur individuel aux règles opérantes de conduite fournies par l'action collective. La volonté agissante de l'acteur se conforme pragmatiquement aux règles de l'action collective, car elles lui permettent de se coordonner par rapport à un projet collectif, ceci à partir d'une position d'acteur lui offrant un pouvoir d'action plus ou moins étendu. En d'autres termes, l'action collective est à la fois le contrôle des actions individuelles et la résultante de celles-ci. C'est en ce sens qu'il faut comprendre la définition commonsienne de l'*institution*, « l'action collective en contrainte, en libération et en expansion de l'action individuelle »⁸. Sur la base de ce concept d'action collective, l'analyse commonsienne peut alors se déployer soit à partir de la théorie de l'action, soit à partir de la théorie de l'institution, ces deux théories étant les pôles d'un continuum analytique.

La conceptualisation du *statut* d'acteur est un dernier exemple permettant de rendre compte de la richesse analytique de l'institutionnalisme commonsien. Contrairement à l'analyse standard, essentialiste, physicaliste et unidimensionnelle, qui met en scène uniquement l'*homo œconomicus*, l'institutionnalisme offre une théorie pluraliste de l'action instituée. En effet, dans l'analyse commonsienne, la logique de l'action située intègre la futurité, l'action collective et la problématique des *statuts économiques* différenciés d'acteurs. Plutôt qu'à une logique d'action purement fictive et applicable à tous les « agents économiques », dans toutes les transactions, c'est sur la diversité des *situations et positions* d'acteurs que porte l'analyse commonsienne. Dans ce cadre, les statuts et les possibilités d'action sont plurielles. Cette pluralité dépend notamment des caractéristiques des transactions, de leur *formule* et de leur objet spécifiques (*marchandage, direction et répartition*). De plus, ces statuts économiques d'acteurs sont couplés selon une logique trans-actionnelle, étant définis de façon corrélative et réciproque. L'acteur commonsien est ainsi un « individu institué » au sens où, en tant que « citoyen » membre « d'un *commonwealth* », il est doté de *libertés* et de *vulnérabilités*, de *conformités* et de *sécurités*. Dès lors, les statuts économiques se conjuguent en termes de *droits*

⁶ M. Olson (1978), *Logique de l'action collective*, Paris, Presses universitaires de France.

⁷ V. Descombes (1996), *Les institutions du sens*, Paris, Les Éditions de Minuit.

⁸ J. R. Commons (1934), *Institutional Economics. Its Place in Political Economy*, New Brunswick & London, Transaction Publishers (1990), 2 Vol., p. 73.

et de devoirs. L'article de S. Morel explore cette ligne de recherche, particulièrement en ce qui concerne le problème de la sécurité économique.

L'opérationnalité du cadre d'analyse de Commons ne se limite pas à ses travaux empiriques et historiques bien connus. Elle réside principalement dans l'adéquation entre, d'une part, son approche méthodologique et son cadre conceptuel, d'autre part, les réalités économiques observables. L'approche évolutionnaire commonsienne, selon laquelle les institutions évoluent et se transforment dans le temps historique irréversible, rend intelligible les mutations économiques contemporaines. L'article de J. D. Chasse illustre clairement comment un certain nombre de concepts commonsiens (transaction, menace concurrentielle, facteur limitatif, objectif public et valeur raisonnable), produits à l'occasion d'analyses historico-évolutionnaires, possèdent une grande pertinence pour comprendre les problèmes actuels de l'emploi. À cet égard, J. D. Chasse met bien en évidence la force de l'approche commonsienne par rapport aux conceptions actuelles prônant les politiques préconisées par Commons il y a un siècle. En effet, les phénomènes économiques ne sont jamais, somme toute, des réalités entièrement nouvelles, lorsqu'elles sont passées au crible de l'histoire. C'est à condition de pouvoir opérer un tri entre l'ancien et le neuf que l'authentique nouveauté des configurations économiques devient intelligible. Le phénomène de la mondialisation en est un autre exemple. L'article de Y. Ramstad et R. McIntyre applique les catégories analytiques commonsiennes à la problématique du droit du travail afin de définir les termes de son renouvellement, compte tenu des défis actuels de la régulation du travail dans une économie mondialisée. À cet égard, les auteurs montrent que les conceptions actuelles de l'Organisation internationale du travail (OIT) sont conformes aux fondements analytiques de l'interventionnisme commonsien.

La théorie de Commons permet de rassembler en un tout des phénomènes qui sont le plus souvent analysés isolément. Ainsi, l'analyse transactionnelle de Commons, dans laquelle les *transactions* renvoient à des *formules* distinctes mais complémentaires, démultiplie les niveaux d'analyse, restituant aux actions économiques une complexité qui n'était pas saisissable autrement. L'analyse de la relation salariale, entre autres, peut être menée dans ses multiples dimensions, comme le propose, par exemple, B. Théret dans son article. À partir de cette problématique commonsienne, il construit, sur un mode hypothético-déductif, une typologie de modèles d'entreprise.

L'institutionnalisme commonsien, s'il converge avec l'analyse structurale, comme le montre l'article de B. Théret, offre également de nombreux points communs avec certains courants de la pensée féministe, ceux qui s'appuient sur un programme de recherche fondé

sur les préceptes méthodologiques caractéristiques de la philosophie pragmatiste (approche évolutionnaire et transdisciplinaire, méthodologie abductive, rejet de la distinction entre le positif et le normatif, préoccupations pour la résolution des problèmes réels, etc.). Le cadre analytique de Commons peut être un outil précieux pour développer une analyse de genre de l'économie tout comme, inversement, il peut être enrichi par les analyses féministes.

La richesse conceptuelle de l'institutionnalisme commonsien et son opérationnalité, tel que l'illustrent les articles de ce numéro, vont dans le sens d'une reconnaissance de l'apport de Commons à l'analyse économique contemporaine. Dans le contexte du renouveau actuel de l'institutionnalisme, J. R. Commons apparaît comme étant un auteur incontournable.